

Les hospitalisations ont chuté de 56% durant les trois derniers jours

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4566 - Ven. 31 août - Sam. 1^{er} septembre 2018 - Prix : 10 DA

Tizi Ouzou

Neuf communes privées d'eau du barrage Taksebt aujourd'hui et demain

Page 24

APMC (ex-Somacob) de Rémila et Seddouk / Béjaïa

Rassemblement de protestation des travailleurs devant la wilaya

Page 3

Trump dicte ses conditions au Mexique et au Canada

Par Mohamed Habili

Pour le Mexique, il est à ce point essentiel de continuer à échanger économiquement avec les Etats-Unis que ses négociateurs ont lâché sur tout ce sur quoi leurs homologues américains n'étaient pas prêts de céder. Ayant obtenu satisfaction sur leur demande principale, l'abandon de la clause de caducité, suivant laquelle l'accord expire au bout d'une certaine période, après quoi il doit être entièrement renégocié, on se demande jusqu'où ils seraient allés dans la concession si les Américains avaient voulu tirer tout le parti possible de leur désir de conclure. On pense ici évidemment au fameux mur le long de la frontière entre les deux pays, le président américain s'étant fait fort pendant sa campagne d'en faire payer la construction aux Mexicains eux-mêmes, à la grande indignation de ces derniers d'ailleurs. S'il avait pris fantaisie à Donald Trump d'en faire la condition sine qua non en vue de tout accord avec le Mexique, est-on bien sûr que ce dernier aurait continué à la repousser ? Les Américains ne veulent pas d'un accord de libre-échange, ni avec le Mexique ni avec le Canada, en remplacement de celui qu'ils ont dénoncé, le fameux ALENA (Accord de Libre-échange Nord-américain). Et encore moins par conséquent avec le reste du monde. Ce qu'ils veulent, c'est établir des relations bilatérales spécifiques avec chacun des pays désireux d'en avoir avec eux.

Suite en page 3

Opérations nettoyage

Bientôt une étude pour les quartiers «points noirs» à Alger



PH/D. R.

Supervisant le lancement de cette campagne nationale pour le nettoyage de l'environnement à travers tout le territoire national, dont elle a donné le coup d'envoi à Alger, la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fatima-Zohra Zerouati, a annoncé l'élaboration en cours d'une étude détaillée sur les quartiers classés «points noirs environnementaux» à travers la wilaya d'Alger.

Lire page 2

Hadj

20 décès confirmés parmi les pèlerins algériens

Page 4

8^e Festival de la création féminine

Les candidates peuvent postuler jusqu'au 15 octobre

Page 13

Opérations de nettoyage

Bientôt une étude pour les quartiers «points noirs» à Alger

■ Supervisant le lancement de cette campagne nationale pour le nettoyage de l'environnement à travers tout le territoire national, dont elle a donné le coup d'envoi à Alger, la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fatima-Zohra Zerouati, a annoncé l'élaboration en cours d'une étude détaillée sur les quartiers classés «points noirs environnementaux» à travers la wilaya d'Alger.

Par Thinhinene Khouchi

Elle a fait savoir qu'une étude détaillée est en cours de préparation pour la prise en charge des quartiers classés «points noirs environnementaux» à travers le territoire de la wilaya d'Alger, précisant qu'il s'agit de solutions durables aux problèmes de la pollution pour un environnement sain et propre. Affirmant que «la préservation de la propreté de l'environnement ne relève pas uniquement des autorités publiques», elle a estimé qu'il s'agit d'une «action participative nécessitant l'adhésion et la mobilisation du citoyen pour promouvoir le sens du civisme afin de protéger et mettre en valeur les ressources environnementales».

Citoyens, associations et clubs sportifs s'impliquent

Dans cette grande campagne de nettoyage lancée par la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables au niveau du territoire national depuis jeudi dernier, des citoyens et des associations ainsi que les comités de quartiers, clubs sportifs et commerçants ont décidé de mettre la main à la pâte. A grande eau, à coup de balai et même armés de pinceaux et pots de peinture, les habitants ont fait briller leurs quartiers comme un sou neuf.

Tout le monde s'active pour redonner à l'Algérie son éclat et sa blancheur. Depuis déjà des années, des associations tentent de mener cette mission sans trop aboutir à un résultat satisfaisant. Cette année, le ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables a décidé d'organiser une grande campagne nationale pour le nettoyage des quartiers et de l'environnement à travers tout le territoire national avec la contribution



Ph/E. Soraya/J. A.

de plusieurs secteurs et instances concernés ainsi que des entreprises économiques et des organisations de la société civile. Le coup d'envoi de cette campagne a été donné à la wilaya d'Alger par la première responsable de ce ministère, M^{me} Fatima-Zohra Zerouati qui a participé aux opérations de nettoyage auxquelles ont pris part les responsables locaux, plusieurs représentants de la société civile en plus des citoyens. La délégation s'est d'abord dirigée vers la cité des Eucalyptus, dans la commune de Bab El Oued, qui connaît une situation environnementale lamentable du fait du déversement anarchique des ordures, à l'instar de beaucoup de quartiers de la capitale. M^{me} Zerouati a invité les habitants de ce quartier populaire à suivre l'exemple d'un quartier voisin

dont les habitants font preuve d'un haut sens de civisme. Le nettoyage du quartier du 9^e groupe dans la commune de Sidi M'hamed ainsi que de la cité des Palmiers à Bachdjarrach a été également inscrit à l'ordre du jour de cette initiative.

La ministre s'est réjouie de «l'attention accordée à la prise en charge du problème de déversement anarchique des déchets dans la capitale», soulignant que la préservation de l'environnement ne constituait pas une prérogative exclusive des autorités publiques mais devrait faire l'objet d'une «action collective qui implique le citoyen et qui l'oriente vers un comportement civique permettant de préserver l'environnement et valoriser ses ressources». «La volonté politique, les technologies et les enveloppes financières consé-

quentes destinées aux investissements s'inscrivent dans le cadre des stratégies de protection de l'environnement resteront insuffisantes en l'absence d'une culture environnementale chez la société, avec toutes ses dimensions», a-t-elle averti. Interrogée sur la question de savoir si cette campagne avait un lien avec l'épidémie de choléra enregistrée à travers plusieurs wilayas, la ministre a écarté tout lien entre l'initiative et l'épidémie, assurant qu'«il ne s'agit pas d'une démarche conjoncturelle».

De son côté, la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a participé à cette campagne de nettoyage, et ce, à travers des actions de sensibilisation en direction des citoyens sur l'importance de préserver la propreté de l'environnement, a indiqué jeudi un communiqué de la

DGSN. A cet effet, les services de la Sûreté ont tracé, à travers tout le territoire national, plusieurs activités de proximité, notamment des campagnes de sensibilisation des citoyens sur les dangers de la pollution de l'environnement et de vulgarisation des mécanismes de coercition à l'encontre des pollueurs. En outre, dans le même sillage, la commune de Mohamed Belouizdad (Alger) a organisé hier une large campagne de nettoyage intitulée «Houmti N'kia» (mon quartier est propre) au niveau de l'ensemble de ses quartiers et rues. Plusieurs citoyens, associations, comités de quartiers et commerçants ont participé à côté des éléments du service d'assainissement dans cette campagne dont le coup d'envoi a été donné hier à 9h00 du matin. T. K.

L'eau des puits est gérée par les communes

Le ministère de l'Eau s'en lave les mains

Le ministre des Ressources en Eau, Hocine Necib, a affirmé mercredi, en marge de sa visite au laboratoire principal de la Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (SEOR), que l'eau du robinet est «très saine et ne présente aucun problème», d'autant qu'elle est un produit vital soumis à un contrôle rigoureux. «L'eau du robinet est très saine et n'a de lien avec aucune

épidémie», a-t-il soutenu.

Tout en recommandant, comme le ministère de la Santé, de ne pas s'approvisionner des points d'eau et des puits dont les eaux ne sont pas traitées, le ministère des Ressources en Eau rappelait jeudi, à partir Oran, que la majorité des sources d'eau naturelles à travers le territoire national ne sont pas contrôlées par les établissements du

ministère, mais par les bureaux communaux d'hygiène.

Dans une déclaration à la presse, en marge de sa visite d'inspection dans la wilaya d'Oran, le ministre a fait savoir que 5 000 sources d'eau naturelles disséminées à travers le territoire national ont été recensées, notamment dans les zones montagneuses, dont de grandes sources jouant un grand rôle

dans la fourniture de l'eau, ajoutant que 5 à 6% de ces sources seulement sont contrôlées de façon continue par l'entreprise «Algérienne des eaux» (ADE), à l'instar d'autres établissements du ministère. Pour le ministre de cette ressource vitale, ce petit nombre de sources naturelles a été entretenu et relié au réseau public de distribution d'eau potable, soulignant que ces

sources sont contrôlées de la même manière que le reste des eaux du réseau.

Toute responsabilité ainsi dérogée, il souligna la mission des bureaux communaux d'hygiène «de contrôler régulièrement les eaux des autres sources naturelles dans le cadre d'un décret spécial».

A. F.

APMC (ex-Somacob) de Rémila et Seddouk / Béjaïa

Rassemblement de protestation des travailleurs devant la wilaya

■ Les travailleurs des briqueteries de Rémila et de Seddouk des unités de l'Algérienne des produits de matériaux de construction (APMC) (ex-Somacob) relevant du groupe «Divindus» poursuivent leur mouvement de protestation et de grève lancé le 20 août. Jeudi matin, ils se sont donnés rendez-vous devant le siège du pôle, sis au niveau du quartier dit Edimco, à Ihdadden, au chef-lieu de Béjaïa.

Par Hocine Cherfa

Plus de 250 travailleurs issus des deux briqueteries de Rémila et Seddouk, ceux de l'unité Aglo-Béton d'El-Kseur et de la carrière de Toudja relevant du même groupe, ont répondu au mot d'ordre. Après s'être rassemblés devant le siège de leur direction, ils se sont dirigés vers la wilaya où un autre sit-in a été observé pendant une heure. Les représentants des travailleurs, notamment le directeur du pôle, le directeur général-adjoint et le directeur technique venu d'Alger, ont été invités par le chef de cabinet à une réunion. «Après avoir écouté les doléances des travailleurs, le chef de cabinet a demandé aux responsables concernés de trouver des solutions afin de verser les arriérés de salaires de travailleurs», nous dira Mourad Ahfir, responsable de la section syndicale de l'unité. Lequel a déploré le fait que «les responsables concernés se dérobent toujours de leur responsabilité même s'ils se sont engagés pour un versement du salaire dès la semaine prochaine». Selon lui, le problème persiste toujours et l'inquiétude sur le devenir de l'entreprise reste grandissante. «Notre mouvement de protestation et de grève va se poursuivre tant que les problèmes soulevés ne sont réellement pas pris en charge par les responsables et les autorités concernés», nous dit encore notre interlocuteur, gagné par la déception. Une commission de l'APW devrait se rendre au courant de la semaine prochaine sur les lieux afin de faire le constat et comprendre pourquoi ces unités, relancées il y a cinq années seulement suite à un plan de sauvetage, se retrouvent aujourd'hui dans des difficultés financières. Il est utile de rappeler que



P.M.D.R.

les travailleurs de ces unités ont eu respectivement recours à la grève le 20 et le 23 du mois courant. Ils sont privés de salaires, de primes et des indemnités des œuvres sociales depuis trois mois. Toutes les tentatives de convaincre le directeur de verser leurs salaires surtout avant la fête l'Aïd El-Adha s'étaient avérées vaines. Ils interpellent la direction générale (Alger) pour intervenir en dépêchant une commission pour enquêter sur la gestion de l'unité que le responsable de la section syndicale, Mourad Ahfir, a qualifiée de «douteuse». Le syndicaliste que nous avons contacté la semaine dernière «dénonce» le fait que «les responsables de l'usine ont perçu leurs salaires alors que les autres travailleurs et ouvriers attendent toujours leurs mensualités et leurs primes depuis deux mois». «Nous n'avons perçu ni

primes», dit-il. Et d'ajouter : «Nous n'avons pas pris aussi nos congés et nous travaillons comme des esclaves et nous ne sommes pas payés». Pour lui, il y a un laisser-aller, une mauvaise gestion. «Les objectifs de l'unité de production sont d'atteindre les 83 000 unités par jour, mais elle ne produit, aujourd'hui que peine la moitié, soit 40 000 unités/jour», dénonce-t-il. Et pourtant, poursuit-il, «l'entreprise a investi plus de 200 milliards de centimes dont 160 milliards de centimes ont été débloqués en 2012 par l'Etat en appui à l'entreprise». «Nous sommes des pères de famille exerçant dans une unité publique industrielle qui a été rénovée et est entrée en exploitation en 2017, après une importante aide financière octroyée par l'Etat via le Conseil national participatif», lit-on dans la déclaration des grévistes. Et d'ajouter : «Nous avons alerté,

puis dénoncé, à maintes reprises, à tous les niveaux, la mauvaise gestion qui sabote et détruit une unité entrée en exploitation en juillet 2017, avec une chaîne de production moderne, au point d'arriver à ne plus pouvoir assurer ses salaires et charges légales». Aussi, ils demandent aux autorités du pays et de la wilaya de Béjaïa «de mettre fin à cette situation désastreuse» et de les rétablir dans leurs droits. Une rencontre a eu lieu en fin de semaine dernière entre le directeur de l'unité et le syndicat. Le responsable a donné l'engagement de débloquer 400 millions de centimes afin de verser les salaires des travailleurs mais M. Ahfir, qui semble inquiet pour l'avenir de l'entreprise, dira : «Au terme de la rencontre que j'ai eue avec les responsables et un inspecteur de l'unité, le directeur s'est engagé à débloquer immédiatement 400 millions de centimes pour le paiement des salaires des travailleurs». Cependant, dit-il, «nous voulons une solution définitive à cette situation». Le directeur de l'usine, Nabil Issaâdi, a reconnu sur radio Soummam que «le versement des salaires traîne». Il a affirmé avoir rencontré des grévistes et leurs représentants à qui il a donné «un engagement de verser les salaires impayés le mois de septembre prochain et qu'une délégation d'Alger devait arriver ces jours-ci à Béjaïa». Au sujet de la commission d'enquête, il dira : «Nous n'avons rien à cacher puisque nous travaillons avec des clients et ces derniers ne paient pas. Le recouvrement des créances impayées est difficile et on ne peut pas recourir à la justice car nous allons prendre un grand risque, celui de perdre les marchés que nous avons surtout avec une entreprise étrangère».

H. C.

Choléra

Les hospitalisations ont chuté de 56% durant les trois derniers jours

Le dernier bilan du ministère de la Santé fait état d'un nombre total de 74 cas de choléra confirmés dans les wilayas de Bouira où il a été enregistré 3 cas et 15 cas pour chacune des wilayas de Tipaza et d'Alger. Le plus grand nombre est toutefois enregistré dans la wilaya de Blida qui compte 39 cas.

Le ministère souligne que les patients sortants, donc considérés comme guéris, «sont de 132, soit 66% de l'ensemble des hospitalisations», notant que les malades restants sont hospitalisés au niveau de l'EPH de

Boufarik et que les cas hospitalisés à l'EHS El Kettar ont été déclarés sortants après guérison.

Rappelant que cette épidémie est actuellement circonscrite au niveau de la wilaya de Blida, le ministère précise également que pour les cas enregistrés dans les wilayas de Médéa et de Ain Defla il s'agit «de personnes ayant séjourné à Blida».

Le bilan précédent, arrêté jeudi dernier, donnait un total de 120 patients, précisant que l'épidémie «est actuellement circonscrite dans la wilaya de

Blida». Le ministère de la Santé avait annoncé, dans un communiqué, concernant les cas qui se trouvaient à l'hôpital d'El Kettar, qu'ils ont été déclarés sortants après guérison. Il a indiqué, en outre, que les hospitalisations consécutives à l'apparition du choléra ont chuté de 56% durant les trois derniers jours.

Au niveau de la wilaya d'Alger il ne reste qu'un seul malade à l'hôpital. Selon le directeur de la Santé de la wilaya d'Alger, sur les 14 personnes hospitalisées, 13 patients atteints de l'épidémie

de choléra ont quitté l'hôpital après que les analyses de l'institut de Pasteur aient confirmé leur entière guérison. Le malade restant, au demeurant «entièrement rétabli», est maintenu au niveau du centre hospitalo-universitaire Mustapha-Pacha dans l'attente des résultats des analyses finales de l'Institut Pasteur, a indiqué à l'APS le même responsable. Le ministère de la Santé invite les citoyens à visiter son site web, pour plus d'informations : www.sante.gov.dz.

A. F.

LA QUESTION DU JOUR

Trump dicte ses conditions au Mexique et au Canada

Suite de la page une

Les Mexicains qui au départ avaient renâclé autant que les Canadiens ont pris ensuite pour un privilège le seul fait que Washington se soit entendu avec eux en premier. La ministre canadienne des Affaires étrangères ne s'est pas fait répéter après cela deux fois les éléments du rendez-vous que la partie américaine a eu la bonté de lui donner. Elle a rallié Washington aussitôt, par crainte de ne pas arriver à l'heure. Pour cela, elle a même dû annuler un voyage dans un pays européen. On ne l'imagine pas après cela en train de négocier avec âpreté les nouveaux termes des relations économiques de son pays avec les Etats-Unis, du moment qu'il faut dans ce domaine repartir à zéro. On l'imagine d'autant moins tenir tête à l'administration américaine que Trump a déjà averti qu'il préférait quant à lui ne passer aucun accord avec le Canada, que l'intérêt lui commandait plutôt d'appliquer bêtement les nouveaux tarifs sur les marchandises qui en proviendraient. Il aurait plus à gagner à faire le gendarme intraitable à la frontière qu'à passer avec lui un accord dans les règles. Du reste, il est tellement sûr d'amener à composition ses voisins immédiats, avec lesquels se fait une part substantielle des échanges de son pays, l'autre étant avec la Chine, qu'il fait savoir à qui veut l'entendre qu'il n'exclut pas de devoir quitter l'OMC, dans la mesure où celle-ci persiste à vouloir désavantager son pays. Avant cela, il a fait savoir qu'il ne voulait plus d'une appellation comme Nafta (ALENA en anglais), pour sa mauvaise connotation dans l'esprit des Américains. Il est clair qu'il récusera tout acronyme comportant la référence au libre-échange. Peut-on concevoir une organisation mondiale du commerce qui ne fasse pas de la promotion du libre-échange son credo ? A l'évidence, non. Le véritable but du libre-échange n'est pas le développement du commerce mondial mais la baisse des salaires au double niveau national et mondial. On en a une preuve supplémentaire dans cette clause du nouvel accord commercial américano-mexicain fixant le salaire minimum devant revenir aux employés impliqués dans une part importante de la construction automobile.

M. H.

Hadj

20 décès confirmés parmi les pèlerins algériens

■ Vingt décès ont été enregistrés parmi les pèlerins algériens dans les Lieux saints, a affirmé, mercredi à La Mecque (Arabie saoudite), le président de la délégation consulaire de la Mission algérienne du Hadj, Mohamed Meziane.

Par Malek D.

M. Meziane a précisé qu'un recul «sensible» dans le nombre de décès a été enregistré durant cette saison du Hadj (20 cas de décès) par rapport à l'année 2017 où 27 décès ont été recensés parmi les pèlerins algériens, grâce notamment aux efforts de l'Office nationale du pèlerinage et de la Omra (ONPO) qui a entrepris des actions anticipées, outre le suivi et l'accompagnement des hadjis en termes de soins et d'actions de sensibilisation. Le même responsable a démenti les chiffres communiqués par certains milieux qui ont évoqué deux cas de décès parmi les femmes hadjies, originaires de la wilaya de Bouira, mais il s'est avéré par la suite qu'elles étaient toujours en vie. Le responsable a fait savoir qu'un «saut qualitatif» a été enregistré dans différents domaines, en dépit de certaines lacunes notamment à Mina dont la capacité d'accueil est limitée ainsi qu'en matière de transport, de restauration et d'encadrement. Ces lacunes ont été comblées par le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, a-t-il ajouté. «Nous pouvons aujourd'hui parler d'institution du hadj en Algérie grâce à l'intérêt particu-

lier accordé par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika», a souligné M. Meziane. Le Hadj est désormais l'une des priorités du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs qui a fait preuve d'une grande compétence dans la prise en charge du dossier du hadj et la gestion des prestations au sein de la mission algérienne à La Mecque, à Médine et à Djeddah, a indiqué le responsable qui a ajouté que cet intérêt émanait de son sens des responsabilités et de son rôle actif au service de l'Islam de modération et du juste milieu prôné et suivi par l'Algérie.

Arrivée du premier groupe de hadjis à l'aéroport de Ouargla

Le premier groupe de hadjis issus des wilayas du sud-est du pays est arrivé jeudi en début de soirée à l'aéroport de Ain El-Beida, wilaya de Ouargla, au titre du premier vol de retour des pèlerins des Lieux saints de l'Islam (Arabie saoudite), après l'accomplissement du pèlerinage. Composé de 300 hadjis en provenance de Djeddah, ce premier contingent a été accueilli par les autorités de la wilaya ainsi que leurs familles. Toutes les dispositions nécessaires ont été prises



Ph/D. R.

pour assurer une meilleure prise en charge des hadjis, notamment les procédures administratives, douanières et policières d'usage. A ce titre, des mesures particulières ont été adoptées au profit des hadjis par les services de sûreté de la wilaya en coordination avec les deux brigades de la police des frontières aériennes à l'aéroport de

Ouargla pour faciliter les procédures de retour, a appris l'APS auprès de ce corps constitué. Dix vols de retour ont été programmés (saison-Hadj 2018) pour le transport d'un total de 3 000 hadjis des wilayas du sud du pays (Ouargla, El-Oued, Ghardaïa, Illizi et Tamanrasset) assurés par Air Algérie et Saudi Arabian Airlines à partir des aéro-

ports de Djeddah et Médine vers celui de Ouargla, et qui se poursuivront jusqu'au 11 septembre prochain, a indiqué le directeur régional d'Air Algérie Mohamed, Toufik Bououa. Deux agences de voyages privées ont été retenues cette saison pour accompagner les hadjis, rappelle-t-on.

M. D.

Protection des personnes handicapées

Eddalia expose à Genève les réalisations de l'Algérie

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Ghania Eddalia, a exposé à Genève (Suisse), devant les membres de la Commission des personnes handicapées, les programmes mis en place en Algérie et les réalisations accomplies en matière de protection et de promotion des personnes handicapées, indique jeudi un communiqué du ministère. Présentant le rapport préliminaire de l'Algérie sur la mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, mercredi et jeudi au siège des Nations unies à Genève, la ministre a exposé les programmes mis en place et les réalisations accomplies en matière de protection et de promotion des personnes handicapées, précise la même source. «Les développements enregistrés et les réalisations accomplies par l'Algérie, qui a pris l'initiative de promulguer la loi 02-09 relative à la protection et à la promotion des personnes handicapées et de ratifier, en 2009, la Convention relative aux droits des personnes handicapées ont trouvé un écho favorable» lors de cette réunion empreinte «d'un dialogue positif et constructif avec les membres de la commission». La délégation algérienne, conduite par la ministre de la Solidarité nationale sur orienta-

tions du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a pris bonne note des

observations des experts, membres de la Commission, et qui sont à même de contribuer

au perfectionnement des politiques relatives à cette catégorie vulnérable de la société et à

l'amélioration de la prise en charge de ses besoins.

Kader F./APS

Forêts

Plus de 1 700 ha parcourus par les feux du 1^{er} juin au 29 août

Une superficie totale de plus de 1 700 ha a été parcourue par les feux de forêt durant la période du 1^{er} juin au 29 août 2018, a indiqué jeudi la Direction générale des forêts (DGF) dans un communiqué. Il a ainsi été enregistré 562 foyers ayant parcouru une superficie totale de 1 701,75 hectares (ha) se répartissant entre 863,31 ha de forêts, 282,05 ha de maquis et 556,39 ha de broussaille, soit une moyenne de 19 foyers/jour et une superficie de 3 ha/foyer, précise la même source. La DGF indique que la région la plus

touchée par les feux de forêt est celle de l'Est avec 1 038,68 ha et 126 foyers, suivie du Centre (473,24 ha, 323 foyers) et de l'Ouest (189,82 ha, 113 foyers). En comparaison avec la même période de l'année précédente, la DGF indique qu'il avait été enregistré 2 343 foyers ayant parcouru une superficie totale de 51 908 ha, dont 27 821 ha en forêts. Durant la semaine du 23 au 29 août 2018, il a été enregistré 126 foyers ayant parcouru une superficie totale de 189,4 ha, dont 61,67 ha de forêts et 56,45 ha de maquis et 71,28

ha de broussaille, soit une moyenne de 18 foyers par jour et une superficie de 1,5 ha par foyer. Selon la DGF, le dispositif de prévention et de lutte contre les feux de forêt, mis en place depuis le 1^{er} juin dernier, sera maintenu jusqu'à la fin de la campagne, prévue le 31 octobre prochain. En raison des risques persistants durant cette période, elle fait appel aux citoyens, notamment aux populations riveraines, d'observer plus de vigilance et d'apporter leur contribution sur le plan d'alerte et de la prévention.

N. T.

Solidarité à Boumerdès

Au moins 35 000 élèves bénéficieront d'un trousseau scolaire

Au moins 35 000 élèves des trois cycles éducatifs (primaire, moyen, secondaire) de la wilaya de Boumerdès bénéficieront de trousseaux scolaires au titre de l'opération de solidarité initiée à la faveur de la rentrée scolaire 2018/2019, a-t-on appris, jeudi, du directeur local de l'éducation, Nadhir Khenssou. L'opération de distribution de ces kits scolaires a été lancée officiellement jeudi par le wali de Boumerdès, Abderrahmane Madani Fouatih, à partir du lycée Frantz-Fanon de la ville de Boumerdès, en présence d'un nombre d'élèves, de leurs parents et de représentants de plusieurs organismes et associations concernées. Dans son allocution à l'occasion, le chef de

l'exécutif a souligné l'importance de la poursuite de cette opération, pour la 2^e année consécutive, d'autant plus qu'elle intervient à la veille de la rentrée scolaire. «Notre objectif premier est de semer la joie dans le cœur des enfants, dans le but de les encourager à améliorer leur rendement scolaire en consacrant le principe de la concurrence et de l'excellence», a ajouté le wali, également président de la commission de solidarité chargée du recensement des élèves bénéficiaires et de la distribution de ces kits scolaires. Ces derniers sont destinés à quelque 21 000 élèves du cycle primaire, 10 500 élèves du moyen et 3 500 du cycle secondaire, a fait savoir la directrice de l'Action sociale de la

wilaya, Mokhtaria Dassi. Outre des cartables et des tabliers, ces trousseaux scolaires d'une valeur unitaire allant de 2 600 à 4 400 DA, englobent toutes les fournitures scolaires nécessaires pour un élève, a-t-elle souligné. Cette action de solidarité est financée par le Trésor public à hauteur de 117 millions de dinars. La part des communes dans ce montant est de 50 millions de dinars, contre 20 millions de dinars représentant une contribution de l'Administration locale, au moment où le reste a été fourni par le ministère de la Solidarité nationale et nombre d'organismes et directions concernés.

R. N.

Salon international du tourisme et des voyages

La 19^e édition prévue du 17 au 20 octobre à Alger

■ L'Algérie abritera, du 17 au 20 octobre au Palais des expositions aux Pins Maritimes (Alger), la 19^e édition du Salon international du tourisme et des voyages (SITEV), indique jeudi le Commissariat du Festival international du tourisme et des voyages dans un communiqué.



Par Assia D.

La 18^e édition du SITEV, organisée par l'Office national du Tourisme (ONT) du 19 au 22 mai 2017 sous le thème «Tourisme: économie durable» avait vu la participation de plus de 250 exposants, dont 25 issus de 11

pays étrangers à l'image de la Tunisie, la Palestine, la Syrie, l'Égypte, la Turquie, les Emirats arabes unis, le Mexique, la France, la Malaisie, le Portugal et l'Éthiopie. Ce rendez-vous annuel, affirment les organisateurs, «se veut la plus importante manifestation pour que l'en-

semble des opérateurs nationaux et étrangers du tourisme et les professionnels puissent échanger les expériences, établir des contacts directs et exposer leurs produits pour attirer un plus grand nombre de touristes». Cette manifestation est «une occasion importante pour dyna-

miser le tourisme local à travers la vulgarisation des atouts, nombreux et divers, de l'Algérie et qui lui permettent de capter le plus grand nombre de touristes». Il s'agit également de mettre en exergue «les capacités touristiques nationales et les produits qualitatifs et concurrentiels, outre

la promotion de la destination Algérie, la vulgarisation des informations et des connaissances touristiques et l'intensification des activités touristiques».

A. D.

Inde La croissance s'accélère encore sur avril-juin sur un an

LA CROISSANCE de l'économie indienne a confirmé sa nette accélération sur le trimestre avril-juin, selon des chiffres officiels publiés hier. Le PIB du géant d'Asie du Sud a crû de 8,2% en glissement annuel lors du premier trimestre de son exercice budgétaire en cours, qui s'étale du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2019. Ce chiffre est supérieur à la prévision de 7,6% d'un panel d'économistes interrogés par l'agence Bloomberg. Au trimestre précédent (janvier-mars), l'Inde avait enregistré une croissance de 7,7%. Un taux de croissance soutenu est vital pour le gouvernement du nationaliste hindou Narendra Modi, arrivé au pouvoir en 2014 avec la promesse de dynamiser l'économie et qui retournera devant les urnes en début d'année prochaine. «L'économie a fait preuve de résilience face aux fluctuations externes des prix du pétrole et à la dépréciation de la roupie», a commenté un économiste. «De manière générale grâce à une bonne mousson, une baisse des niveaux d'inflation et de solides fondamentaux économiques en place, l'Inde n'a pas de raisons de s'inquiéter», a-t-il ajouté.

L'économie indienne s'éloigne donc définitivement de la mauvaise passe de fin 2016 et début 2017, lorsqu'elle avait accusé le coup de deux chocs successifs. D'abord lourdement affectée par le retrait soudain de billets de 500 et 1 000 roupies (6,3-12,6 euros) fin 2016, qui avait provoqué une pénurie d'argent liquide dans tout le pays, elle avait traversé une nouvelle zone de turbulence quelques mois plus tard avec la mise en œuvre chaotique de la nouvelle TVA harmonisée. Ayant atteint 2 597 milliards de dollars, le PIB de l'Inde a dépassé fin 2017 celui de la France et pris la place de sixième économie du globe. «L'année prochaine, nous sommes susceptibles de dépasser la Grande-Bretagne», a estimé cette semaine le ministre des Finances indien, Arun Jaitley. Le PIB par habitant du pays d'Asie du Sud reste toutefois nettement inférieur à celui de la France ou de la Grande-Bretagne.

R. E.

Pétrole

Le Brent à 77,19 dollars à Londres

Les cours du pétrole perdaient de valeur hier en cours d'échanges européens, dans un marché reprenant son souffle alors que le dollar remonte. A la mi-journée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre, dont c'est le dernier jour de cotation, valait 77,19 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 58 cents par rapport à la clôture

de jeudi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance cédait 49 cents à 69,76 dollars. La veille, les cours ont culminé à leurs plus hauts en plus d'un mois, à 78,03 dollars pour le Brent et à 70,50 dollars pour le WTI. «L'offre pourrait être limitée notamment au Venezuela et en Iran», a commen-

té un analyste, mais «la force du dollar et une baisse de la demande en cas de guerre commerciale pourraient peser sur les gains de l'or noir», a-t-il prévenu. La reprise du billet vert, monnaie de référence du pétrole sur le marché international, pèse sur le pouvoir d'achat des investisseurs utilisant d'autres devises. Le marché du pétrole restait cependant soutenu par la perspective des sanctions

américaines sur le pétrole iranien, qui seront effectives à partir de début novembre et devraient perturber l'industrie du troisième producteur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole. «Les exportations iraniennes semblent d'ores et déjà perturbées», ont commenté des analystes, qui notent également des risques sur l'offre venue du Venezuela. **Faiza O./APS**

Changes

Le euro se stabilise face au dollar

Le euro se stabilisait hier face au dollar dans un marché surveillant les négociations entre Washington et Ottawa d'une part et Pékin d'autre part, sur fond de déroute pour les monnaies émergentes. A la mi-journée, la monnaie unique européenne s'échangeait à 1,1669 dollar, contre 1,1671 dollar jeudi soir. La devise européenne baissait face au yen à 129,27 yens contre 129,51 yens jeudi soir. Le dollar perdait également du terrain face au yen à 110,77 yens contre 110,98 yens jeudi soir. «L'humeur du marché va probablement rester prudente, surtout après que le président Trump a menacé de retirer les Etats-Unis de l'Organisation mondiale du commerce», a expliqué un analyste. Selon lui, les tensions commerciales ont fait vivre des «montagnes russes» aux investisseurs avec «l'optimisme initial concernant les négociations sur l'Aléna éclipsé par les inquiétudes sur les Etats-Unis et la Chine». Les négociations se poursuivent à Washington entre représentants américains et canadiens pour parvenir à un nouveau traité de libre-échange nord-américain, vendredi ayant été fixé comme date butoir

par le président Donald Trump. Concernant les tensions sino-américaines, selon l'agence Bloomberg, qui se base sur plusieurs sources proches du dossier, le locataire de la Maison Blanche souhaiterait mettre en œuvre une nouvelle salve de taxes douanières sur 200 milliards de dollars de produits chinois importés aux Etats-Unis «dès que se terminera la semaine prochaine la période de consultations publiques» sur ce sujet. Le président américain a également taclé l'Union européenne en jugeant que son offre d'abandonner les taxes douanières sur les importations automobiles américaines n'était pas suffisante. «L'Union européenne est presque aussi terrible que la Chine, mais en plus petit», a-t-il lancé lors d'un entretien accordé à la presse. L'euro, de son côté, se stabilisait face au dollar après avoir décliné la veille, notamment du fait «de la baisse nette (du cours) des obligations italiennes et d'un retour du stress autour des marchés turcs», ont commenté des analystes. La devise turque est ainsi répartie à la baisse jeudi face au dollar alors que la télévision d'Etat a annoncé la

démission d'un vice-gouverneur de la banque centrale de Turquie (CBRT). La livre turque a perdu plus de 10% de sa valeur face au billet vert depuis lundi, et environ 44% depuis le début de l'année. Il y a trois semaines, son plongeon avait entraîné l'euro du fait de craintes concernant l'exposition des banques européennes. La devise turque reprenait néanmoins quelques couleurs vendredi, évoluant en hausse face au dollar. Confronté à une crise de confiance, le peso argentin a également lourdement chuté, perdant en deux jours près de 20% de sa valeur face au dollar. La devise a reculé de plus de 53% depuis le début de l'année par rapport au billet vert. D'autres devises émergentes souffraient en cette fin de semaine : la roupie indienne évoluait autour de 71 roupies par un dollar, à son plus bas historique. La roupie indonésienne évoluait, elle, à ses cours les plus bas depuis la crise asiatique de 1998, autour de 14 710 pour un dollar. Vendredi matin, la monnaie chinoise valait 6,8364 yens pour un dollar contre 6,8445 yens jeudi après-midi. **F. Y./Agences**

Annaba

Un montant d'un milliard de dinars pour la mise à niveau des établissements scolaires

■ Une enveloppe financière d'un milliard de dinars a été mobilisée pour la réhabilitation et la mise à niveau de 199 établissements scolaires à Annaba en prévision de la rentrée scolaire 2018-2019, a-t-on appris jeudi du directeur de wilaya de l'éducation.

Par Hocine A.

S'exprimant au cours d'une conférence de presse sur les préparatifs pour la nouvelle rentrée scolaire, Mohamed Ayachi a indiqué que ces opérations de réhabilitation et de mise à niveau concernent la reprise de l'étanchéité, la peinture, les espaces dédiés à la restauration et à la rénovation du mobilier en bois, ainsi que la réhabilitation des cours de récréation et des terrains de sport. En plus de la rénovation des équipements et moyens pédagogiques, la Direction de l'éducation accorde une «importance particulière» à l'hygiène et à la santé des scolarisés, en s'assurant de réunir les meilleures conditions d'hygiène dans les cantines scolaires, les sanitaires et les réservoirs d'eau, a souligné le même responsable.



Au cours de cette année scolaire, a-t-il ajouté, la Direction de l'éducation axera ses efforts sur la sensibilisation des scolarisés

quant à l'importance d'adopter des comportements positifs devant améliorer l'apprentissage. Les établissements scolaires des trois cycles, dans la wilaya d'Annaba, s'approprient à accueillir un total de 145 423 élèves répartis sur 229 écoles primaires, 87 collèges d'enseignement moyen (CEM) et 39 lycées, a fait savoir la même source. Plusieurs infrastructures scolaires seront réceptionnées au cours de cette nouvelle saison, a annoncé le directeur de l'éducation, citant notamment un nouveau CEM à la nouvelle ville Drâa Errich et huit groupements scolaires dans les communes de Sidi Amar et Oued El Aneb. La rentrée scolaire dans la wilaya d'Annaba sera marquée par la mise en service des premiers établissements éducatifs de la ville nouvelle Drâa Errich où quatre groupements scolaires

sont en phase d'équipement, alors qu'un CEM est en cours de parachèvement des travaux.

H. A./APS

El Oued
Mise en service de 34 stations 4G LTE à travers plusieurs communes de la wilaya

AU MOINS 34 stations de la 4G LTE (téléphonie fixe et Internet) ont été mises en service à ce jour, à travers plusieurs communes de la wilaya d'El Oued depuis le lancement de l'opération visant à offrir aux clients d'Algérie Télécom (AT) les prestations de ce support moderne, a-t-on appris jeudi des services de la wilaya.

Cette opération s'inscrit au titre de la mise en œuvre du programme de la direction générale d'AT visant la connexion des régions à faible densité de population et de bénéficier des avantages des prestations de la 4G LTE, a-t-on précisé. Ces installations ciblent 34 groupements d'habitations existant au niveau de 22 communes de la wilaya, représentant plus de 70% de l'ensemble des communes ayant bénéficié de cette nouvelle technologie, dans l'objectif de répondre aux préoccupations des clients de l'entreprise qui sont dépourvus en connexion au haut débit (ADSL) «pour des raisons purement techniques», a-t-on ajouté. Quelque 22 000 clients, soit une moyenne de 650 abonnés par station, bénéficient des prestations de ces installations, qui ont été réparties selon la densité de la population. Il s'agit des groupements d'habitations dont le nombre de la population ne dépasse pas 650 âmes, notamment à travers les localités et zones enclavées, a-t-on expliqué. Cette opération devra ensuite être généralisée au reste des agglomérations dans les trente communes que compte la wilaya, dépourvues à ce jour des services de l'Internet en haut débit.

D'autres projets (stations de la 4G LTE) sont également prévus pour renforcer les prestations de cette nouvelle technologie, a-t-on encore ajouté. La direction opérationnelle d'AT de la wilaya d'El-Oued dispose, dans le cadre de sa stratégie de redéploiement et de rapprochement de ses prestations des clients, de 12 agences commerciales avec une moyenne d'une agence par daïra. R. R. APS

Tindouf

Réception d'un entrepôt frigorifique de 5 000 m³ fin 2018

Un entrepôt frigorifique d'une capacité de 5 000 mètres cubes devra être réceptionné fin 2018 dans la wilaya de Tindouf, a-t-on appris jeudi auprès de la Direction des services agricoles (DSA). Cette infrastructure, dont les travaux de réalisation ont été confiés à une entreprise spécialisée, permettra d'assurer, selon les normes requises, les conditions d'entreposage et de conservation de produits agricoles d'origine végétale ou animale, a-t-on expliqué. Ce projet, d'une superficie

de près de 1,5 ha extensible si nécessaire, est appelé à accompagner les agriculteurs et éleveurs de cette région, en assurant des tarifs symboliques concernant les prestations de stockage, de manière à assurer la disponibilité des produits agricoles tout au long de l'année, a-t-on indiqué de même source. Les grands ouvrages de ce projet ont été achevés à 100%. Ses chantiers ont été lancés début de novembre 2017 et l'installation des équipements sont en cours d'achè-

vement, a-t-on fait savoir. Cet entrepôt frigorifique permettra de répondre aux besoins en matière d'entreposage et de conservation à moyen terme au niveau de cette wilaya qui enregistre un «grand essor», ces dernières années, de la production animale et végétale, ce qui assurera ainsi de meilleures conditions de stockage au profit des agriculteurs et éleveurs de la wilaya de Tindouf.

Amel H.

Mila

Ouverture prochaine de six nouveaux bureaux de poste

La wilaya de Mila vient de bénéficier d'une opération d'aménagement de six locaux pour abriter de nouveaux bureaux de poste destinés à renforcer la densité postale dans plusieurs communes, a-t-on appris jeudi auprès de la direction d'Algérie Poste. L'opération sera réalisée dans le cadre d'une convention nationale signée entre la direction générale d'Algérie Poste (DGAP) et l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), a précisé le directeur de l'unité locale

d'Algérie Poste par intérim, Abdelghani Meskine. Elle concerne les communes de Mila (cité Thenia), Grarem Gouga, Chelaghoun Laid (quartier Djaâ Lakhdar), Ain Beida Harriche et Tadjananet, où des actes de location ont été signés entre la direction locale de l'unité postale et celle de l'OPGI, propriétaire de ces locaux, selon le même responsable qui a souligné que des efforts sont actuellement consentis pour la préparation des cahiers des charges et l'annonce des consultations liées

aux travaux d'aménagement. Il est prévu également la signature d'un autre acte de location pour l'aménagement d'un bureau similaire dans la localité de Zeghaia, a affirmé la même source, ajoutant que les travaux d'aménagement du bureau de poste du chef-lieu de wilaya, plus exactement dans la cité Thenia, ont dépassé 50%. Des opérations consistant en l'aménagement de divers bureaux répartis sur plusieurs communes de la wilaya de Mila ont été programmées et dont certaines ont déjà

été lancées, a-t-on noté, soulignant que des travaux sont en cours pour le bureau de poste de la commune de Tadjananet et deux autres dans les localités de Rouached (zone de Sidi Zerouk) et de Derradji Bouselah. Deux autres bureaux sont également prévus dans les localités de Rouached et Oued Nedja, a signalé M. Meskine, affirmant que des contacts ont été entrepris avec les services communaux pour la désignation de deux locaux devant abriter des bureaux de poste. S. H.

Illizi/Habitat rural

Plus de 350 aides octroyées au profit des communes de la wilaya

Au moins 354 aides à l'habitat rural ont été octroyées mercredi soir aux bénéficiaires, à travers les communes de la wilaya d'Illizi, a-t-on constaté sur place. Il s'agit des communes d'Illizi (58 aides), Bordj El Haouas (136), Bordj Omar Driss (102), In Aménas (26), Djanet (30) et Debdeb (2), en sus de l'attribution de 49 actes de location de logements de type publics locatifs

(LPL), dans le cadre du relogement des locataires des chalets au niveau du chef-lieu de wilaya, ont expliqué les services de la wilaya. La wilaya d'Illizi avait bénéficié, au titre de l'année en cours, de 1 888 unités de l'habitat rural qui ont été réparties en trois tranches. Un quota de 930 aides de ce programme a déjà été attribué au profit des différentes communes de la wilaya, alors que

d'autres aides seront octroyées «prochainement», a indiqué le wali, Aïssa Boulahia, lors d'une cérémonie de la distribution de ces aides. Le même responsable a, à cette occasion, exprimé la volonté des services de la wilaya de coordonner avec le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville pour la notification d'autres quotas supplémentaires, vu le «grand» engouement de la part

des citoyens de la wilaya sur cette formule de logement. Dans le même contexte, la wali a indiqué que la wilaya a bénéficié récemment d'une enveloppe financière considérable, au titre du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales (FSGCL), qui sera destinée aux travaux d'aménagement et d'amélioration urbaine à travers toutes les communes de la wilaya. APS

Libye

Le Premier ministre veut mettre un terme aux affrontements au sud de Tripoli

■ Le Premier ministre libyen, Fayez al-Serraj, a ordonné jeudi aux commandants militaires du centre et de l'ouest de la Libye de mettre un terme aux affrontements en cours au sud de la capitale, Tripoli.

Par Sara H.

Dans un décret, M. Serraj a demandé aux commandants militaires de «superviser le cessez-le-feu et de mettre un terme aux affrontements au sud de Tripoli, et de retirer toutes les forces se trouvant dans les zones des affrontements». Il leur a également demandé de «remettre l'ensemble de leurs camps et sites militaires à leurs unités militaires précédentes qui y étaient stationnées avant les affrontements, d'ici le 30 septembre». Depuis lundi, la région au sud de Tripoli a été le théâtre de violents affrontements entre les forces gouvernementales et des milices armées qui ont fait 41 morts et 123 blessés. Les raisons de ces affrontements demeurent inconnues, mais des tensions n'avaient cessé de s'envenimer alors que la mobilisation militaire progressait au sud de Tripoli au cours de ces derniers jours face à des groupes armés venus de la ville et de l'extérieur de la capitale. Lundi, le ministre de l'Intérieur, Abdoussalam Achour, a dit à une chaîne de télévision locale qu'un accord de cessez-le-feu à Tripoli avait été conclu. Cependant, en dépit de cette annonce, les affrontements ont repris mercredi, selon une source proche des forces de sécurité. Par ailleurs, le Premier ministre du gouvernement libyen soutenu par l'ONU, Fayez Serraj, s'est entretenu mercredi à Tripoli avec Ghassan Salamé, envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU en Libye. Les deux hommes ont notamment discuté de l'escalade militaire entre forces gouvernementales et milices armées à Tripoli, la capi-



itale du pays. Ils ont parlé des événements de Tripoli, de la nécessité de faire cesser les hostilités, et des engagements de l'ONU et de la communauté internationale à cet égard, a indiqué dans un communiqué la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (Manul). M. Salamé a souligné la nécessité de protéger les civils, de mettre fin immédiatement aux violences et d'entamer des négociations en vue d'un cessez-le-feu, selon

le communiqué. Un peu plus tôt mercredi, la mission de l'ONU en Libye a mis en garde contre toute action militaire à Tripoli, où de violents combats entre les forces gouvernementales et les milices ont tué et blessé plusieurs civils. Le sud de Tripoli a notamment été le théâtre de violents affrontements entre forces gouvernementales et milices armées, tuant cinq personnes et en blessant 33 autres, selon le ministère de la Santé. Les

causes exactes de ces affrontements ne sont pas connues pour le moment. Au cours des derniers jours, le sud de Tripoli a assisté à des tensions croissantes et à une mobilisation accrue des groupes armés intérieurs et extérieurs à la ville.

Au moins 27 morts en trois jours de combats

Au moins 27 personnes ont été tuées et une centaine

d'autres blessées, dont la plupart des civils, en trois jours de combats entre milices rivales au sud de la capitale libyenne Tripoli, selon un nouveau bilan, jeudi, du ministère de la Santé. Les combats avaient éclaté lundi dans les banlieues sud de la capitale et se sont poursuivis jusqu'à mercredi soir malgré une trêve annoncée mardi qui n'a pas été respectée. Les affrontements marquaient une pause jeudi après un accord de cessez-le-feu annoncé par des dignitaires des villes de l'ouest du pays. Fayez al-Sarraj, le président du Conseil présidentiel du gouvernement d'union nationale (GNA), reconnu par la communauté internationale, a chargé des forces des régions ouest et du centre du pays de veiller au respect du cessez-le-feu.

L'Algérie déplore

L'Algérie «suit avec préoccupation et déplore les récents affrontements survenus autour de la capitale libyenne», indique jeudi un communiqué du ministère des Affaires étrangères. «L'Algérie suit avec préoccupation et déplore les récents affrontements survenus autour de la capitale libyenne ayant fait plusieurs morts et blessés, y compris parmi les civils», précise le communiqué des AE. Elle souligne à nouveau qu'«il n'y aura pas de paix durable en Libye en dehors du dialogue et de la réconciliation nationale» et en appelle à «toutes les parties libyennes à s'engager dans un processus devant conduire à une solution globale qui préserve la paix et la stabilité dans ce pays frère et voisin», ajoute la même source. S. H./APS

Élections législatives, régionales et locales

Les Mauritanien se rendront aujourd'hui aux urnes

Les Mauritanien se rendent aujourd'hui aux urnes pour des élections législatives, régionales et locales qui constituent un test pour le gouvernement du président Mohamed Ould Abdel Aziz, à moins d'un an de la présidentielle de la mi-2019. Plus de 1,4 million d'inscrits sont appelés à ces élections. En cas de second tour, celui-ci se tiendra le 15 septembre. Le scrutin, dont les premiers résultats sont attendus en début de semaine prochaine, se déroulera en l'absence d'observateurs internationaux. Un nombre record de 98 partis politiques, sur 105 officiellement recensés en Mauritanie, participe à ces élections auxquelles sont appelés plus de 1,4 million d'inscrits. Un total de 1 376 listes pour les municipales, 158 pour les régionales et plusieurs centaines pour les législa-

tives se présentent aux scrutins du 1^{er} septembre, selon la Commission nationale électorale indépendante (Céni). Ce sont des «élections inédites dans le processus démocratique de notre pays», a déclaré jeudi le président de la Céni, Mohamed Vall Ould Bellal, appelant toutes les parties à collaborer pour «le succès de ces scrutins couplés». Il s'adressait notamment à l'op-

position radicale qui a dénoncé jeudi dans un communiqué «sa mise à l'écart dans la constitution de la Céni» qui pilote ces scrutins, «la gestion unilatérale par le pouvoir et l'implication de son administration et de ses moyens humains et matériels dans le processus électoral au profit du parti au pouvoir». La campagne électorale, qui s'est achevée jeudi soir, n'a pas déchaîné les pas-

sions et les meetings électoraux ont attiré peu de monde dans ce vaste pays aride d'Afrique de l'Ouest, malgré le caractère crucial du scrutin tant pour le pouvoir que pour l'opposition, qui cette fois a décidé d'y participer, y compris dans ses composantes dites «radicales», selon des médias. Mohamed Ould Abdel Aziz, arrivé au pouvoir en 2008, puis élu en 2009 et réélu

en 2014, a appelé à un «vote massif» pour sa formation, l'Union pour la République (UPR), «afin de continuer sur la voie des réalisations grandioses et de la lutte contre la gabegie», qualifiant au passage les dirigeants de l'opposition de «mal-fauteurs» et de «fauteurs de troubles».

Farid M.

Tunisie

Quatre militaires blessés dans l'explosion d'une mine à Mghilla

Quatre militaires ont été blessés jeudi, à la suite de l'explosion d'une mine lors d'une opération de ratissage sur les hauteurs de Mghilla du gouvernorat tunisien de Kasserine, a rapporté l'agence tunisienne TAP. Selon le porte-parole du ministère

de la Défense nationale, le commandant Mohamed Zekri, cité par la TAP, trois militaires ont subi de légères blessures, alors que le quatrième a été touché au pied. Ce quatrième militaire a été transporté à l'hôpital régional de Kasserine où il subit une interven-

tion chirurgicale. Son état de santé n'est pas critique, a rassuré Zekri. «L'opération militaire sur les hauteurs de Kasserine continue», a-t-il indiqué. Un militaire a été blessé mercredi à la suite de l'explosion d'une mine lors d'une opération de ratissage sur les

hauteurs de Kasserine. Touché à la cheville droite, le militaire a été transporté à l'hôpital régional de Kasserine où il a subi une intervention chirurgicale. Son état de santé est stable, a assuré le porte-parole du ministère de la Défense, Mohamed Zekri. R. M.



Liban

Le difficile accouchement du gouvernement accentue le marasme

■ Plus de trois mois après la reconduction du Premier ministre Saad Hariri, le Liban est toujours sans gouvernement, suscitant des craintes d'une nouvelle panne institutionnelle et l'effondrement d'une économie déjà au bord du précipice.

Par Rima C.

Dans un pays habitué aux crises politiques à répétition, le Liban se croyait pourtant tiré d'affaires. En mai s'étaient en effet tenues les premières législatives depuis neuf ans, instaurant un vent d'optimisme. Le président Michel Aoun, élu, lui, fin 2016 après plus de deux ans de vacance à ce poste, avait alors rapidement reconduit M. Hariri à son poste. Mais les tractations s'éternisent depuis, et l'absence du gouvernement entrave notamment la concrétisation de projets d'infrastructures de plusieurs milliards de dollars, promis à une conférence d'aide internationale. Les causes du retard «sont liées au partage des postes ministériels revendiqués par chaque groupe politique», assure Nadim Mounla, conseiller du Premier ministre désigné. Le Liban est régi par un fragile équilibre entre les différentes communautés religieuses, et les grands partis qui les représentent adoptent par consensus les décisions majeures de la vie politique, ce qui prête le flanc à d'in-

terminables tergiversations. En 2009, il avait fallu à M. Hariri cinq mois pour mettre en place une équipe ministérielle, contre dix mois à l'ancien Premier ministre Tamam Salam (2013-2014). «Certes, nous avons connu pire auparavant, mais le contexte est désormais différent. Nous sommes face à une urgence économique», confie Alain Aoun, député et neveu du chef de l'Etat. La guerre en Syrie voisine, qui a cristallisé les différends entre partis politiques libanais, n'arrange pas les choses. La formation du gouvernement est également ralentie par le débat épineux sur le type de relations à avoir avec le régime de Bachar al-Assad. Pour certains partis pro-Damas, comme celui du président Aoun ou le puissant mouvement chiite du Hezbollah qui combat en Syrie aux côtés des forces loyalistes, le président Assad, qui enchaîne les victoires dans son pays, est incontournable. Dans l'autre camp, les partis traditionnellement opposés au régime syrien, comme le Courant du futur – la formation de M. Hariri –, refusent de légitimer le pouvoir de Damas. Cette semaine,

Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah qui comptait plusieurs ministres dans le gouvernement sortant, a appelé à se concentrer sur la politique intérieure. «Formez le gouvernement. La question des liens avec la Syrie, nous la discuterons après», a-t-il lancé. L'enlèvement actuel retarde le déblocage de l'aide accordée au Liban par la communauté internationale. Celle-ci s'était engagée en avril à hauteur de 11,5 milliards de dollars en prêts et dons, dans le cadre de la conférence CEDRE. Les montants promis sont essentiellement affectés à des projets spécifiques d'infrastructures. Mais ces projets ne peuvent être débloqués avant qu'un gouvernement ne les entérine. Les réactions à l'international n'ont pas tardé à fuser. En juillet, la Banque mondiale – qui a promis quatre milliards de dollars à CEDRE –, précédée par le Conseil de sécurité, ont mis en garde contre les retombées du retard. Mais, assure M. Mounla, le processus de CEDRE se poursuit en coulisses. Une réunion de travail pour «définir le mécanisme de suivi» des montants et leur allocation est prévue début septembre avec le délégué de la France à CEDRE, l'ambassadeur Pierre Dusquesnes, ajoute le conseiller. «Un ou deux mois (de retard) supplémentaires ne compromettent pas une stratégie étalée sur



P. A. D. R.

dix ans, voire plus», veut-il croire. Mais l'économie libanaise, largement fragilisée par sept ans de conflit en Syrie, s'est encore détériorée depuis le début de l'année. L'impasse actuelle «a un impact indéniable sur les investissements et par conséquent sur la croissance», affirme Marwan Barakat, économiste en chef à la Bank Audi. «Sur onze indicateurs que nous suivons, sept étaient dans le rouge au cours des sept premiers mois de l'année», indique-t-il. Parmi eux, les permis de construire, qui reflètent la santé du secteur immobilier, ont chuté de 20,1%. Les craintes d'une possible dévaluation

monétaire se sont aussi accentuées, propulsant les taux d'intérêt bancaires sur les dépôts en livres au-delà de 10% pour enrayer toute dégringolade. La croissance économique avait déjà oscillé autour de 1% ces trois dernières années, contre plus de 9% à la veille de la guerre en Syrie, selon le FMI. La dette du pays atteint 82,5 milliards de dollars, soit 150% du PIB. Mardi, M. Hariri a rappelé «la responsabilité (...) de toutes les parties afin d'éviter une détérioration économique». «Si le gouvernement n'est pas formé bientôt, je dénoncerai tous ceux qui entravent sa formation», a-t-il averti. R. C.



Points chauds

Discrédit

Par Fouzia Mahmoudi

Ce n'est pas la première fois, et certainement pas la dernière, que le président américain s'empare sur l'enquête fédérale qui le vise et qui pourrait, si les conclusions lui étaient défavorables, mener à sa destitution. Une fois encore Donald Trump a qualifié jeudi d'«illégal» l'enquête du procureur spécial Robert Mueller sur l'ingérence russe dans la campagne électorale de 2016, de plus en plus menaçante pour la Maison-Blanche, dans un entretien à l'agence Bloomberg News, évoquant, toutefois sans les nommer, de «grands spécialistes» selon lesquels «il n'aurait jamais dû y avoir de procureur spécial». En l'absence de loi régissant la nomination des procureurs spéciaux, certains experts juridiques ont remis en cause celle de Robert Mueller, ancien directeur de la police fédérale (FBI). Mais le propre ministère de la Justice de Donald Trump, qui a procédé à cette nomination, affirme qu'elle est légale. Il y a trois semaines, Andrew Miller, qui a été l'assistant d'un ancien consultant politique du président américain, a contesté auprès d'une cour d'appel la légalité de la nomination de Robert Mueller. Andrew Miller, qui combat une assignation à comparaître devant un grand jury dans le cadre de l'enquête fédérale, estime que la nomination du procureur spécial le 17 mai 2017 a enfreint la Constitution car elle n'a pas été faite par le ministre de la Justice Jeff Sessions mais par son adjoint Rod Rosenstein. Jeff Sessions, qui a participé de près à la campagne électorale de Donald Trump, s'est en effet rapidement récusé de l'enquête russe, laissant le soin à son numéro deux de la superviser. Une négligence du protocole qui aujourd'hui est à peine utilisée par le camp Trump pour tenter de se débarrasser de Robert Mueller qui est chargé, depuis une année déjà, de déterminer si la Russie s'est immiscée dans la campagne de 2016, s'il y a eu collusion entre des responsables russes et l'équipe de campagne du milliardaire et si, par la suite, Donald Trump s'est rendu coupable d'obstruction à la justice. Or, si certaines preuves ont été mises au jour concernant l'implication de certains citoyens russes dans des campagnes de dénigrement visant Hillary Clinton, aucune preuve tangible n'a encore pu être présentée. Cependant, l'équipe de Donald Trump ne peut qu'être trop prudente dans ce dossier et tous les efforts sont ainsi mis en œuvre pour discréditer Robert Mueller et jeter le doute sur une possible preuve mise au jour dans les semaines ou mois à venir. F. M.

Irak

A Bassora, l'eau salée et polluée détruit tout sur son passage

Sur un lit aux urgences à Bassora, Younès Selim se tient le ventre. Intoxiqué par l'eau comme des milliers d'Irakiens dans la province méridionale côtière, il attend d'être traité par des médecins qui ne savent plus où donner de la tête. En proie à des coliques, l'homme regarde ses compagnons d'infortune recevoir des perfusions, pour les réhydrater après de fortes diarrhées. Sa faute ? Avoir bu l'eau du robinet, l'eau minérale étant trop chère. «Nous ne donnons que de l'eau minérale à nos trois enfants, mais ma femme et moi devons souvent boire l'eau du robinet», chuchote-t-il à l'AFP. Depuis le 12 août, «plus de 17 000 patients ont été admis pour des diarrhées, coliques et vomissements», dit à l'AFP Ryad Abdel Amir, à la tête de la Direction de la santé de Bassora (sud), l'une des provinces les plus peuplées du pays et la seule à avoir accès à la mer. En onze ans, il assure n'avoir jamais vu une telle crise, doublée d'une vétusté des services publics et d'une hausse des prix. Certes les intoxications enregistrées jusqu'ici sont

bénignes et la totalité des malades rentrent chez eux, mais la situation s'aggrave, prévient-il. Oum Haydar, vendeuse sur le marché, peine à ravitailler en eau filtrée sa famille de 30 personnes. «Mille litres coûtent 20 000 dinars (17 dollars) et une fois qu'on a tous bu et lavé les enfants, en une demi-heure, il n'y a plus rien», se lamente cette grand-mère. Il y a peu, la même quantité d'eau se vendait à 5 000 dinars. Si l'Irak manque généralement d'eau en raison de la sécheresse, Bassora concentre tous les maux : eau polluée et salée, services publics lamentables, coupures de courant et égouts à ciel ouvert, pollution atmosphérique en raison des torchères. Confronté depuis 2 mois à une contestation populaire à Bassora, le Premier ministre Haider al-Abadi explique que «depuis des décennies» le taux de salinité de l'eau grandit et la concentration en chlore baisse. Cette année il y a «une baisse des pluies». L'Irak partage avec l'Iran le Chatt Al-Arab, où se jettent le Tigre et l'Euphrate. Dans cet estuaire, l'eau salée de la mer et l'eau douce

des deux fleuves emblématiques ont toujours cohabité. Mais aujourd'hui, l'eau salée a pris le dessus et remonte désormais sur 40 km au nord de Bassora. Les guerres à répétition et désormais les barages turcs et iraniens ont eu raison de la faune aquatique et des barrières naturelles. Et au sel, s'ajoutent les déchets charriés par les deux fleuves qui emportent les eaux usées du pays de 38 millions d'habitants. A Bassora, les égouts se déversent dans des canaux à ciel ouvert qui finissent dans le Chatt al-Arab. A cela s'ajoute la pollution de l'industrie pétrolière, première pourvoyeuse de revenus et unique source de devises de l'Irak, et pétrochimique iranienne voisine. «Le Chatt al-Arab est devenu un dépôt et depuis 15 ans les stations d'épuration n'ont pas été renouvelées», s'alarme Fayçal Abdallah, du Conseil gouvernemental des droits de l'Homme. Son institution plaide pour déclarer la province «sinistrée» afin qu'elle puisse bénéficier de fonds spéciaux et de quotas d'eau douce qui lui reviennent depuis les barrages en amont.

8^e Festival de la création féminine

Les candidates peuvent postuler jusqu'au 15 octobre

■ Le Festival national de la création féminine a lancé un appel à candidature à l'adresse des jeunes créatrices travaillant sur la préservation du patrimoine et à la création d'œuvres inspirées de ce legs, pour prendre part à la 8^e édition de cette manifestation, a-t-on appris auprès des organisateurs.

Par Asma S.

Cette édition est prévue du 13 au 17 décembre prochain au Palais de la culture Moufidi-Zakaria et sera placée sous le



slogan «Jeunes regards sur les arts». L'appel à candidature concerne les créatrices, âgées de moins de 40 ans, et qui tra-

vailent sur le tissage, la poterie, la mosaïque, la céramique, la sculpture ou les arts visuels comme la photographie et la

vidéo. Le dépôt des candidatures doit se faire avant le 15 octobre 2018 sur le site du festival www.feminalgerie-

creation.org Les œuvres seront soumises à un premier jury de sélection qui se charge d'élaborer les expositions avant qu'un second jury n'organise un concours national pour élire les trois meilleures œuvres de l'année.

Institué en 2009 par le ministère de la Culture, ce festival qui oscille entre traditions, patrimoine et créativité, s'était focalisé lors de sa dernière édition en 2016 sur le thème de la récupération et du Recup'Art avec la participation d'une trentaine d'exposants. Ce concept se décline également en une multitude de petits festivals locaux qui se tiennent dans plusieurs villes du pays et qui sont majoritairement dédiés à la femme artisan.

A. S.

Théâtre d'Oran

Trois nouvelles productions en octobre

Le théâtre régional d'Oran «Abdelkader Alloula» (TRO) présentera ses trois nouvelles productions en octobre prochain, a-t-on appris jeudi auprès du directeur de cet établissement culturel. «Trois nouvelles productions consistant en une comédie, un monodrame et un spectacle de marionnettes seront jouées sur la scène du TRO au cours de la 1^{re} semaine d'octobre prochain», a précisé à l'APS Mourad Senouci. Le public adulte aura ainsi le plaisir de découvrir «Maaroud Lel Hwa», écrite et mise en scène par Mohamed Bakhti, et «El-Fahla» d'Ali Nacer qui raconte le quotidien d'une plombière interprétée par la comédienne

Nesrine Belhadj sous la direction d'Azeddine Abbar. Les enfants seront, quant eux, invités à vivre une nouvelle aventure de marionnettes avec le célèbre personnage «Pinocchio», adaptée et mise en scène par Kada Bensmicha. Une quatrième pièce, intitulée «Arlequin valet de deux maîtres», est également en montage dans le cadre d'une coproduction entre le TRO et le Théâtre national d'Alger «Mahieddine-Bachtarzi» (TNA). Cette comédie dont la mise en scène est signée Ziani Cherif Ayad, sera présentée au TRO en décembre prochain, a fait savoir Mourad Senouci, rappelant que le texte original, de l'Italien Carlo

Goldoni (1707-1793), avait été adapté avec succès par le regretté dramaturge Alloula (1939-1994). Avec ces quatre nouvelles créations, le TRO bouclera la saison culturelle en cours avec un total de huit productions, s'est félicité M. Senouci, saluant le professionnalisme de ses équipes artistiques et techniques. Les quatre précédents spectacles produits durant le 1^{er} semestre écoulé ont permis au public de redécouvrir les concepts du théâtre de rue, du théâtre d'improvisation, de la chorégraphie, et du genre dramatique avec «El achrar el thalata» (Les trois malfaisants) d'Abdelhafid Boualem

L. B.

Le «Blikaz Park» de Constantine sera ouvert au public en mars

Une architecture à 100% russe

L'industrie des parcs d'attraction en Algérie a le vent en poupe et la «saga» des parcs dédiés essentiellement aux enfants et aux jeunes ne connaît pas de répit, avec en toile de fond l'entrée en lice en mars 2019 du «Blikaz Park» de Constantine.

Fruit d'un triumvirat sino-russo-italien et s'étendant sur une superficie de dix hectares à l'orée de la forêt de Djebel Ouahch sur les hauteurs de la ville, «cette structure haut standing inédite en Algérie de par son architecture et la nature de certaines de ses attractions, ouvrira ses portes en mars 2019», a révélé à l'APS son propriétaire, Saâdeddine Blikaz, P-DG du groupe ETRHB Blikaz, entreprise de travaux publics et hydrauliques.

Chapeautés par un chef de projet russe, les travaux de réalisation de ce parc d'attractions vont être «incessamment» entamés par une entreprise chinoise, chargée notamment de la construction des restaurants (R+1), de l'entrée du parc et de l'administration, a-t-il indiqué. Affirmant qu'il a préalablement fallu procéder à la démolition des anciennes installations, se

soldant par le rejet de 7 000 à 8 000 m³ de débris, M. Blikaz a fait savoir que le parc comptera une dizaine de restaurants édités suivant «une architecture à 100% russe», au même titre que 15 guérites destinées aux agents de sécurité, précisant que ce type d'architecture est «le premier du genre à l'échelle nationale». En plus de cela, cette structure abritera environ 30 kiosques multiservices. Requirant un montant global de plus de 5 milliards de DA, «cet ambitieux projet, également inspiré de Disney Land, comptera 22 attractions de grande qualité, montées et entretenues par des Italiens, dont l'incontournable Grande roue, qui deviendra de par sa hauteur de 50 mètres, la plus grande en Algérie», a-t-il assuré.

Accès gratuit pour les personnes handicapées

Très attendu par les habitants de Constantine et ses environs, ce parc de loisirs et d'attractions emploiera plus de 500 personnes, dont une centaine seront en charge de la sécurité des lieux et des visiteurs. A ce titre, le P-DG de l'ETRHB Blikaz a

fait état de la création d'une société de gardiennage dont le principal objectif est de garantir la sécurité au sein du parc d'attractions en veillant à la quiétude des nombreux citoyens qui viendront se distraire et se divertir, précisant que «l'entrée au Blikaz Park sera gratuite pour les personnes handicapées». Par ailleurs, ce même investisseur a exprimé le souhait de créer un «pôle touristique» adjacent à l'actuel parc d'attractions en cours de réalisation, avec plages artificielles, piscines, toboggans et complexe touristique notamment, pour mettre ainsi à la disposition des citoyens différentes éventails de divertissement et de détente.

Toutefois, il reste à régler le problème du parking de 9 étages dont le lancement des travaux reste tributaire de l'aval des autorités locales pour sa concrétisation sur un terrain jouxtant le parc d'attractions, d'autant que l'assiette mise en enchères par les Domaines ne mentionnait pas initialement de parking, a-t-il renchéri. «L'étude est prête, nous attendons juste le feu vert des autorités pour entamer les travaux et les achever dans les délais pour être

capables d'accueillir les très nombreux visiteurs attendus dès la mise en exploitation du parc», a-t-il soutenu.

Vingt ans de disette et de vide en matière de loisirs

Après une vingtaine d'années de disette et de vide en matière de loisirs et de distractions, la population locale attend avec beaucoup d'impatience l'entrée en service de ce nouveau parc d'attractions, dont le site est resté à l'abandon, essentiellement depuis la dissolution de l'Entreprise de gestion des infrastructures de loisirs de Constantine (Eglico). Il a fallu attendre mai 2017, à l'issue d'une mise aux enchères du site de l'ancien parc de loisirs de Djebel Ouahch par les services locaux des Domaines, à laquelle ont participé 5 soumissionnaires, pour que l'espoir de faire revivre ce lieu devienne effectif. Selon Mohamed Bouanika, directeur des Domaines de Constantine, le site de l'ancien parc de loisirs de Djebel Ouahch a été attribué en concession, au terme d'une mise aux enchères, à l'Eurl ERTHB Blikaz pour une durée de 33 ans, renouvelable 1 fois, contre une

dotation annuelle de plus de 42 millions de DA, versée chaque année à l'inspection des domaines. Il a également précisé à l'APS que cette concession est soumise à un suivi par une commission chargée de vérifier si l'application du cahier des charges est respectée, ajoutant que ce dernier stipule que le gestionnaire du parc doit procéder à l'aménagement du site au cours de la première année. Pour l'instant, d'ici l'ouverture du Blikaz Park au printemps 2019, les habitants de la ville du Vieux Rocher n'ont d'autre choix que de continuer à parcourir plusieurs dizaines de kilomètres pour emmener leurs enfants s'amuser dans les parcs de loisirs de Batna et Sétif notamment. «C'est quand même navrant que la ville de Constantine, en sa qualité de capitale de l'Est, ne dispose pas d'un parc d'attractions depuis deux décennies, pénalisant des milliers d'enfants et d'adultes qui n'ont pas où décompresser et se divertir surtout durant la saison estivale», déplore Amina, une mère de 4 enfants, âgés entre 16 et 5 ans, exprimant, toutefois, son «soulagement» quant à l'ouverture l'année prochaine du Blikaz Park.

A. S.



MC Alger

Kaci Saïd et Casoni débarqués

C'ÉTAIT DÉJÀ dans l'air depuis la défaite face à l'ES Sétif lors du dernier match de la phase des poules de la Ligue des champions d'Afrique, mais cela s'est confirmé cet après-midi. En effet, le comité directeur du Mouloudia d'Alger, présidé par Mohamed Hireche, a décidé de renvoyer le directeur sportif, et ancien international, Kamel Kaci Saïd, et limogé le coach français du MCA, Bernard Casoni, pour insuffisance de résultat. Il faut savoir que les dirigeants du Mouloudia comptaient beaucoup sur cette compétition africaine et souhaitaient se qualifier aux quarts de finale de la plus prestigieuse des compétitions continentales. Pour eux, l'équipe sous la direction de ces deux hommes (Kaci Saïd et Casoni) a beaucoup régressé et n'a plus d'identité de jeu et cela a déplu aux supporters qui envisageaient de boycotter l'équipe lors des prochaines rencontres, que ce soit en championnat ou en Coupe arabe où l'équipe est encore en lice. Les dirigeants estimaient qu'il fallait donc réagir et c'est donc logiquement qu'ils ont amorcé le changement. Le président du

Comité directeur, Hireche, avant de trancher l'avenir du coach, avait écouté trois des cadres de l'équipe, que sont Abderahmane Hachoud, Ayoub Azzi et Abdelghani Demou qui ont appuyé la direction dans leur décision. Les responsables du club ont pensé, dans un premier temps, à faire revenir l'adjoint de Casoni, et ancienne coqueluche des fans du MCA, parti en début de saison, Rafik Saïfi, mais ce dernier aurait refusé la proposition. Les responsables se sont ensuite retournés vers le DTS des jeunes, Fawzi Lafri, à qui ils ont proposé de prendre en main l'équipe pour les deux prochains match du championnat face à l'ESS et le CRB, avant de penser à enrôler un nouvel entraîneur. De nombreux techniciens sont pressentis pour le poste, notamment le Marocain Amouta, ancien coach du Widad Casablanca et Zekri, l'ex-entraîneur du CAB, de l'ESS et du MCA. L'essentiel pour les dirigeants est de ne pas se tromper et choisir le bon technicien qui pourrait faire sortir l'équipe de cette situation difficile.

M.M.

FAF

Zetchi et son bureau à El Tarf

LE PRÉSIDENT de la FAF qui tient aujourd'hui sont troisième Bureau Fédéral en dehors d'Alger de l'année 2018 à El Tarf (après Sétif et Sidi Bel Abbès) en a profité pour visiter deux sites susceptibles d'accueillir des infrastructures de formation et de préparation. C'est l'ancien président de la Ligue de Wilaya d'El Tarf et membre du bureau, Amar Bahloul, qui a obtenu un terrain de 6 hectares dans la commune de Zitouna où sera implanté un complexe sportif de préparation des équipes nationales de football. Il verra également l'implantation d'une des académies de la FAF qui concernera les footballeurs de la région

Est de l'Algérie. C'est la quatrième assiette de terrain obtenue par la FAF après celle de Tiemcen (4 hectares) à Lala Setti pour un centre de préparation en altitude ainsi que celles de Batna (12 hectares) et Saida (17 hectares) pour des projets de même type qu'à El Tarf, qui doivent servir à la fois les directions techniques régionales et pour y implanter l'un des 4 centres de formations de la FAF.

À noter que la première des quatre académies (ou centre de formation) doit démarrer cette saison à Ain Defla, où la FAF a signé un bail de concession du complexe sportif de la wilaya.

RedBull Car Park Drift Algérie 15 pilotes à la 2^e édition à Alger

LA DEUXIÈME édition du RedBull Car Park Drift Algérie aura lieu aujourd'hui aux Pins maritimes (Alger), avec la participation de 15 pilotes, ont annoncé jeudi les organisateurs de cette compétition automobile.

«Après l'édition 2017 qui a eu lieu au stade Mustapha-Tchaker de Blida et qui a réuni un public fan de sports mécaniques, cette année aura lieu la première édition qualificative à la finale mondiale qui aura lieu le 23 septembre à Beyrouth, au Liban. Le gagnant du RedBull Car Park Drift Algérie aura l'insigne honneur de représenter son pays lors de la finale», indique un communiqué de Red Bull.

«Pour cette édition, le pilote libanais Abdo Feghali, ancien recordman du plus long drift et champion du Liban de rallye, sera présent à Alger pour exécuter un show et sera membre du

jury qui désignera l'heureux gagnant qui pourra dès lors se préparer pour la finale mondiale et tenter de décrocher le titre de meilleur drifter», ajoute la même source.

Le Red Bull Car Park Drift sillonne 12 pays dans la région du Moyen-Orient et en Afrique du Nord, à savoir l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, l'Égypte, la Turquie, Maurice, la Jordanie, le Koweït, le Qatar, les Emirats arabes unis, Oman et le Liban.

Le drift est une discipline née au Japon dans les années 1960, dont le but était de rallier un point A à un point B en un minimum de temps, tout en repoussant les limites de l'adhérence des voitures de courses en faisant des dérapages contrôlés à chaque virage.

Ligue I Mobilis (4^e journée) L'ASAM souhaite confirmer, l'USMA en danger

■ Le leader de la Ligue I Mobilis, le nouveau promu l'AS Ain M'lila sera en appel lors de cette 4^e journée, donnant la réplique à la JS Kabylie dans un match qui promet beaucoup.



Les Millis optimistes

Par Mahfoud M.

Les Millis, qui à la surprise générale prennent les commandes du championnat, désireront sans aucun doute accentuer leur avance en tentant de venir à bout des Canaris. Toutefois, les pouillains d'Adjali auront en face une équipe qui a repris confiance après son succès lors de la précédente journée face à l'USMBA. Les coéquipiers de Saâdou tenteront de revenir au moins avec le point du nul. De son côté, l'USM Alger aura un déplacement périlleux à effectuer, étant donné qu'elle donnera la réplique à la formation sudiste de la JS Saoura qui l'affrontera au stade du 20-Août de Béchar. Les pouillains de Neghiz ne veulent pas laisser passer cette chance pour passer devant et se rassurer à domicile. Toutefois, ils devront faire très attention aux

gars de Soustara qui, revigorés par la qualification en quarts de finale de la Coupe de la CAF, tenteront de revenir au moins avec le point du nul. Le derby de l'Ouest entre l'USM Bel Abbès et le MC Oran devrait tenir ses promesses, même si les deux formations se recherchent encore et ont toutes deux besoin d'un résultat pour sortir du tunnel. Pour la deuxième fois en moins d'une semaine, le Mouloudia d'Alger et l'ES Sétif se rencontreront à nouveau. Ayant éliminé le Doyen en Ligue des champions d'Afrique, l'Aigle Noir tentera de revenir avec un autre résultat probant en championnat du temple olympique, face à une équipe blessée et qui est en crise, surtout avec le limogeage de son entraîneur et de son directeur sportif. Le NA Hussein-Dey qui était revenu avec le succès de son déplacement face au

DRBT tentera un autre exploit à Bordj Bou Arréridj mais ce ne sera pas facile face à une équipe qui tentera de l'emporter pour s'en sortir. Le CR Belouizdad, en crise avec les sanctions qui lui ont été infligées, devra l'emporter face au DRBT pour se tirer d'affaire. Le MO Béjaïa accueille le champion sortant, le CSC, et essaiera de lui infliger sa première défaite, alors que le PAC recherchera son premier succès face à l'O Médéa.

M. M.

LE PROGRAMME :

Samedi 1^{er} septembre à 17h :
ASAM-JSK
PAC-OM
CRB-DRBT (17h45)
MOB-CSC (17h45)
USMBA-MCO (17h45)
JSS-USMA (20h)
CABBA-NAHD (20h)
MCA-ESS (21h)

Equipe nationale

Belmadi pas pressé pour la liste

Le nouveau sélectionneur, Djamel Belmadi, a répondu au micro de Dzaïr TV à l'impatience de la presse et du public par rapport à la publication de la liste des convoqués pour la Gambie.

D'abord, il a expliqué que la non publication de la liste pour le moment et tout a fait normale. «Je ne comprend pas qu'il y ait cette insistance, cet empressement pour la liste des joueurs. Il y a des délais à respecter mais j'en suis à ma première sélection, j'ai envie de voir le plus possible et attendre le dernier moment pour pouvoir me prononcer».

Et de poursuivre : «J'ai mon idée évidemment, mais il y a encore des journées de cham-

piennat, il peut y avoir des blessures. Je suis toujours en phase d'observation, donc il faut patienter. Peut être que les prochains joueurs choisis s'imposeront par eux-mêmes, la liste sera facile, vous pourriez même la deviner».

«Je comprends l'empressement des journalistes et du public mais peut être qu'il y a un lien aussi. C'est peut-être vous qui mettez la pression aussi !», rigole-t-il pour terminer.

Lille

Fenerbahçe veut Benzia

ABSENT le week-end dernier à cause d'une blessure lors de la troisième journée du championnat face à Guingamp, l'avenir de Yassine Benzia est toujours flou avec le LOSC à une journée de la fin du mercato. Footmercato a rapporté que le meneur de jeu Algérien est en négociations avec le club de Fenerbahçe. Les dirigeants du club turc ont fait une offensive aujourd'hui pour essayer d'avoir les services de l'ancien joueur de l'Olympique Lyonnais.

Le média Français indique que rien n'est fait entre les deux équipes pour le moment mais un accord pourrait avoir lieu dans les prochaines heures du mercato.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Lutte antiterroriste

Saisie d'un fusil semi-automatique à Badji Mokhtar et 5 narcotrafiquants arrêtés à Oran

UN DÉTACHEMENT de l'Armée nationale populaire a saisi, jeudi, un fusil semi-automatique de type Semionov à Bordj Badji Mokhtar et arrêté cinq narcotrafiquants et récupéré plus de 120 kg de kif traité à Oran, indique hier un communiqué du ministère de la Défense. «Dans le cadre de la sécurisation des frontières et la lutte contre le crime organisé, et suite à une opération de recherche et de fouille, un détachement de l'Armée nationale populaire a saisi, le 30 août 2018, à Bordj Badji Mokhtar, un fusil semi-automatique de type Semionov, alors qu'un autre détachement de l'Armée nationale populaire en coordination avec les éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté Oran 5 narcotrafiquants et saisi une quantité de kif traité s'élevant à 128 kilogrammes et 2 véhicules touristique», précise la source.

Dans le cadre de la lutte contre la contrebande, d'autres détachements de l'Armée nationale populaire ont intercepté, lors d'opérations distinctes, à Tamanrasset et Ain Guezzam, 1 camion, 5300 pièces d'habillement, 4 détecteurs de métaux, 3 groupes électrogènes, ainsi que 2 marteaux piqueurs et une motocyclette. De leur côté, les éléments de la Gendarmerie nationale à Sidi-Bel-Abbès, «ont appréhendé 1 contrebandier à bord d'un camion contenant 1 272 unités de différentes boissons, tandis que des tentatives de contrebande d'une quantité de carburant s'élevant à 12 723 litres ont été mises en échec par les gardes-frontières respectivement à Souk-Ahras, Tébessa et El-Tarf», souligne la même source. Par ailleurs, des gards-côtes ont appréhendé, à El Kala, 2 plongeurs sans autorisation et saisi des moyens de plongée sous-marine, tandis que des tentatives d'émigration clandestine de 49 personnes à bord d'embarcations clandestines ont été déjouées à Tlemcen, Oran et Annaba, alors que 13 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Ain-Témouchent et Bordj Badji Mokhtar, ajoute le communiqué du MDN.

Des casemates de terroristes détruites à Médéa et Skikda

Trois casemates des groupes terroristes et quatre bombes de confection artisanale ont été découvertes et détruites par des détachements de l'Armée nationale populaire mercredi, lors d'opérations de recherche et de fouille menées à Médéa et Skikda, indique jeudi un commu-

niqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et lors d'opérations de recherche et de fouille menées à Médéa et Skikda (5^e Région militaire), des détachements de l'Armée nationale populaire ont découvert et détruit, le 29 août 2018, trois casemates des groupes terroristes et quatre bombes de confection artisanale», précise le communiqué.

D'autre part, dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'ANP a intercepté, à Tamanrasset, un orpailleur et saisi quatre groupes électrogènes, deux marteaux piqueurs et un détecteur de métaux, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté, à Mila, Mascara et Béchar, quatre contrebandiers en possession de 20 203 unités de différentes boissons, note la même source.

Par ailleurs, des gardes-côtes ont déjoué, à Annaba, des tentatives d'émigration clandestine de cinquante-neuf personnes à bord d'embarcations de construction artisanale, tandis que huit immigrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés à Tlemcen et Ghardaïa, ajoute le communiqué.

Plus de 96% des accidents sont provoqués par le facteur humain

13 PERSONNES ont été tuées et 303 autres blessées dans 261 accidents de la circulation survenus au niveau des zones urbaines durant la semaine dernière, a indiqué jeudi un bilan des services de la Sûreté nationale. Ces accidents sont dus essentiellement au facteur humain avec une proportion de plus de 96% en raison du non-respect de la distance sécuritaire, l'excès de vitesse et la fatigue lors de la conduite. A cela s'ajoutent d'autres facteurs liés à l'état du véhicule et à l'environnement, a précisé le bilan. Le bilan des accidents a connu une hausse par rapport à l'avant-dernière semaine avec 3 décès, 6 accidents et 6 blessés, indique-t-on de même source.

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a appelé de nouveau les usagers de la route publique à plus de vigilance lors de la conduite, au respect du code de la route, à ne pas dépasser la vitesse limitée et à soumettre le véhicule au contrôle technique périodique, rappelant le numéro vert 1548 et le numéro de secours 17 mis à la disposition des citoyens.

A. S.

IMMIGRATION AFRICAINE RIEN N'ARRÊTE LES CLANDESTINS



Loumis

Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou

Neuf communes privées d'eau du barrage Taksebt aujourd'hui et demain

■ Neuf communes de la wilaya de Tizi Ouzou seront privées aujourd'hui et demain de l'alimentation en eau potable depuis le barrage Taksebt, a indiqué, hier, l'Algérienne des eaux (ADE).

Par Hamid M.

Il s'agit des communes de Fréha, Azazga, Ait Oumalou, Ait Khelili, Mekla, Souamaa, Larbaa Nath Irathen, Ait Oumalou et Tizi Rached, qui ne

seront pas alimentées aujourd'hui à partir de 17h jusqu'à demain dimanche 20h, selon les précisions fournies par la même source. A l'origine de cette coupure, des travaux effectués sur la conduite de transfert depuis le

barrage Taksebt au profit de ces localités situées sur le couloir Tizi Ouzou-Fréha-Azazga. La nature des travaux n'a pas été précisée.

H. M.

Accidents de la circulation

13 personnes décédées et plus de 300 autres blessées en une semaine

Quatre personnes sont décédées et 2 autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu jeudi sur la route nationale (RN) 3, dans son segment relevant de la wilaya de Constantine, plus exactement dans la commune de Didouche Mourad, selon la direction de la Protection civile.

L'accident s'est produit au lieu-dit Cherayot Oued Nachaf, dans la localité de Didouche Mourad (nord de Constantine), suite à la collision entre un véhicule de tourisme et un camion, provoquant la mort sur place de 4 personnes âgées de 40 ans qui étaient à bord du véhicule, a précisé la cellule de l'information et de la communication de la DPC. L'accident a causé également des blessures à 2 autres personnes âgées de 31 et de 64

ans. Le dernier accident de la route, ne rentrant pas dans ce bilan a été enregistré à Tissemsilt le 31 août, lors duquel une femme de 64 ans a perdu la vie et six autres personnes ont été grièvement blessées, dont un dans un état grave, suite à un accident de la circulation survenu sur la RN 19, dans son tronçon reliant les communes de Tissemsilt à Larjem, selon les services de la Protection civile. A l'origine de cet accident, une collision entre deux véhicules touristiques dont l'un faisait partie d'un cortège de mariage et qui circulait en sens inverse.

15 morts et 127 blessés dans des accidents dus à l'état d'ivresse

La conduite en état d'ivresse a provoqué, entre janvier et juin dernier, 142 accidents ayant

occasionné le décès de 15 personnes et 127 blessés, à travers le territoire national. Une campagne de sensibilisation sur les dangers de «la conduite en état d'ivresse» a été lancée par la Direction générale de la Sûreté nationale à travers le territoire national, a annoncé la DGSN dans un communiqué. Cette opération vise à sensibiliser les conducteurs sur les dangers que représente l'alcool au volant et les contraintes importantes touchant la vie quotidienne.

La lutte contre ce fléau dont les effets sur la conduite sont connus, notamment les troubles de la vision, diminution de la vigilance, faible résistance à la fatigue, allongement du temps de réaction, est l'une des priorités des services de la DGSN, souligne le communiqué.

R.